

ARRETE D'OPPOSITION DE DECLARATION PREALABLE COMMUNE DE KERFOT

Dossier : DP 022086 24 P0002 Déposé le 06/02/2024 Avis de dépôt affiché le 20/02/2024	<i>Arrêté n° U-2024-11</i>
<u>Adresse des travaux :</u> 15 Grand Rue 22500 KERFOT	<u>Demandeur :</u> Madame MENGUY Manon 15 Grand Rue 22500 Kerfot
<u>Nature des travaux :</u> Modification des menuiseries	<u>Demandeur(s)co-titulaire(s) :</u>
<u>Références cadastrales :</u> A1447	
<u>Affaire suivie par :</u> Service ADS de Guingamp-Paimpol Agglomération Tél : 02.96.13.13.49 ou mail : instructionads@guingamp-paimpol.bzh	

Le Maire de la commune de KERFOT

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Guingamp-Paimpol Agglomération approuvé le 12/12/2023 ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L.621-1 et suivants relatifs aux monuments historiques ;
Vu les avis défavorables de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 27/02/2024, du 12/03/2024, du 29/03/2024 et du 24/04/2024 ;

Vu les pièces complémentaires en date du 04/03/2024 et du 11/04/2024 ;

Vu la demande de déclaration préalable susvisée ;

Considérant selon les dispositions de l'article R.425-1 du code de l'urbanisme, que lorsque le projet est situé dans le champ de visibilité d'un édifice inscrit ou classé , il doit recevoir l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France a refusé cet accord conformément aux dispositions de l'article R425-1 du Code de l'Urbanisme pour les motifs formulés dans ses avis datés du 27/02/2024, du 12/03/2024, du 29/03/2024 et du 24/04/2024 (avis annexés au présent arrêté) ;

Considérant en conséquence que le projet ne respecte pas l'article R.425-1 cité ci-dessus ;

ARRETE

Article 1 :

Il est fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à KERFOT le **3 MAI 2024**

La Maire

**Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué**

THOMAS David

RAPPELS REGLEMENTAIRES

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Rennes (Hôtel Bizien, 3 contour de la Motte – CS 44416635044 Rennes cedex) d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible par le site internet www.telerecours.fr